

*Robert Hitchcock  
Maria Sapignoli  
Wayne A. Babchuk  
Judith Frost*

### **La situation politique**

*The World Justice Project* a désigné le Botswana comme le meilleur pays africain en termes de droit et de gouvernance<sup>1</sup>. Le système démocratique du Botswana a été très bien classé dans l'indice des démocraties.<sup>2</sup> Le Botswana a aussi été classé comme un pays à revenu moyen dont le niveau de pauvreté a significativement baissé en 2015 selon la Banque mondiale.<sup>3</sup> Néanmoins un quart des enfants du pays sont pauvres et les autochtones demeurent au bas de l'échelle socio-économique.

La réputation du Botswana comme un phare de la bonne gouvernance a continué à souffrir en 2015 en raison du traitement des minorités autochtones, particulièrement celles de la Réserve de gibier du Kalahari central qui ont été harcelées, menacées et à qui on a refusé l'accès à l'eau. Certains signes, cependant, montrent que la ligne dure du gouvernement commence à changer. Dans la première semaine de février, le Président du Botswana, le Lieutenant général Seretse Khama Ian Khama a rencontré Roy Sesana, du peuple autochtone du Kalahari, afin de résoudre les problèmes de la Réserve du Kalahari central et de répondre aux besoins de ses résidents.<sup>4</sup>

Après cette réunion, le Président Khama a décidé que plusieurs de ses ministres rencontreraient les résidents du Kalahari central, ce qui s'est produit en août à Mothomelo, Metseamonong et Molapo, en présence des ministres des affaires étrangères, de la santé, du gouvernement local et du développement rural, de l'environnement, de la vie sauvage et du tourisme et de plusieurs douzaine de membres de communautés. Les ministres ont promis de rétablir les services publics dans le Kalahari central, y compris les accès aux sources d'eau, les visites médicales ambulantes et des activités touristiques dans les communautés. Si le gouvernement honore ses promesses, ce sera un changement majeur dans le traitement des autochtones du pays.<sup>5</sup>

### **Affaires devant les tribunaux**

Les San et les Bakgalagadi de la Réserve du Kalahari central ont déposé quatre plaintes contre le gouvernement du Botswana en 2002 et 2013. Au début de 2015 le juge de la Haute Cour a débouté la dernière, qui concernait le droit d'un peuple différent de celui qui, le premier, avait été « accepté » dans la Réserve (alors qu'ils en sont les habitants originels et autochtones, note de la traductrice)

L'affaire du village de Ranyane, portée devant la Haute Cour, est également importante. Il s'agit d'un village du district du sud Ghanzi où les Naro San qui y résidaient ont résisté à leur délocalisation à a!Xùô Bere et à qui le Conseil de district a coupé l'eau et les

services publics. L'affaire a été déboutée en octobre par un jugement mal argumenté<sup>6</sup> qui a désigné » Ranyane comme un « village non reconnu » dans une zone gérée comme relevant de la vie sauvage et que des services publics y avaient été affectés « seulement de façon temporaire ». En fait, un trou de mine existait depuis des décennies sur la route entre Nojane et la route principale de Ghanzi-Lobaste et le district de Ghanzi avait fourni de la nourriture, de l'eau et du diesel jusqu'à Ranyane depuis les années 1970. La décision de ne pas rétablir l'eau fut prise en violation du jugement de la Cour d'appel dans l'affaire de l'eau du Kalahari central en 2008<sup>7</sup> en violation de la politique de l'eau même du Botswana<sup>8</sup> et en ne respectant pas la position des Nations Unies sur la question du droit à l'eau. La relocalisation des habitants de Ranyane a commencé.



### **Sécheresse, changement climatique et crise de l'eau**

Le Botswana fut officiellement déclaré frappé par la sécheresse par le Président Khama en juin 2015.<sup>9</sup> Celle-ci a affecté l'agriculture, l'élevage et l'accessibilité à l'eau. Dans certaines régions éloignées, les habitants, comme les Xere du District central et les Rooibrak du district de Ghanzi, devaient faire 15 à 20 kilomètres pour trouver de l'eau. La crise fut exacerbée par la décision de privatiser l'eau, permettant à des compagnies privées d'assurer maintenance et gestion du système de l'eau. Elles ont fortement

augmenté le prix de l'eau alors que la quantité fournie baissait de moitié dans beaucoup de communautés rurales.

Le changement climatique fut une importante préoccupation à la fois pour le gouvernement et les autochtones du Botswana en 2015<sup>10</sup>. Une demi-douzaine de représentants des organisations San et deux douzaines de représentants gouvernementaux se rendirent à la Conférence sur le climat (COP 21) tenue à Paris en novembre. Des représentants autochtones participèrent, au Forum autochtone international sur le changement climatique, à la rédaction d'une lettre ouverte aux ministres les enjoignant de faire une référence particulière aux droits des peuples autochtones dans l'article 2 de l'Accord de Paris<sup>11</sup>. Ils ont été très mécontents que, dans cet Accord, la référence aux droits de l'homme ait été retirée du texte principal et placée seulement dans son Préambule.

### **Femmes autochtones**

Outre la pauvreté et les sécheresses qui affectent tous les autochtones, les femmes continuent à souffrir de discriminations très importantes, de violences sexuelles et de viols.<sup>12</sup> Elles ont moins accès que les hommes aux bonnes terres arables, aux parcelles négociables des cadastres et elles font des expériences difficiles quand elles vont en justice, devant les juridictions coutumières ou devant les tribunaux. Des femmes autochtones ont été arrêtées en possession d'œufs d'autruche ou d'objets faits avec leur coquille parce qu'elles ne possèdent pas la licence requise pour la production de cet artisanat. Certaines ont pu obtenir des coquilles par des organisations non gouvernementales comme Ghanzi Craft et Kuru qui ont des permis.<sup>13</sup>

### **Conséquences des politiques de protection de la vie sauvage**

L'interdiction de la chasse promulguée par le Président Khama en 2014 (Voir *Indigenous World 2015*) a imposé des énormes privations aux San, Bakgalagadi et à d'autres communautés.<sup>14</sup> Alors que dans le passé les autorités communautaires percevaient des taxes, de la viande, des médicaments et d'autres biens et services de la part des compagnies de safaris avec lesquelles elles avaient des accords, elles ne reçoivent maintenant que peu de bénéfices, leur pauvreté et leur pénurie alimentaire s'accroissent. Cette situation a empiré du fait que le gouvernement a cessé de verser des compensations aux habitants de beaucoup de zones rurales pour les pertes d'animaux d'élevage par les prédateurs sauvages.<sup>15</sup> En 2015, certaines compagnies privées s'emparèrent de la direction de communautés à majorité san et des fonds générés par l'écotourisme.<sup>16</sup>

Les San ont activement manifesté et dénoncé dans les réunions internationales les effets délétères de l'interdiction de la chasse. Ces questions furent soulevées à la 14<sup>ème</sup> réunion de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, tenue à New York du 20 avril au 1<sup>er</sup> mai 2015.

Des habitants du Botswana et des pays voisins ont été très alarmés par la politique anti braconnage consistant en tirs mortels, poursuivie par le gouvernement. Ils ont déclaré que des innocents, soupçonnés de braconner, avaient été tués.<sup>17</sup> Ils ont fait pression sur le Président, le ministre de l'environnement, de la vie sauvage et du tourisme et sur le Parlement. On pense que le braconnage peut être mieux combattu en impliquant les membres des communautés dans des programmes locaux de protection qui permettraient une chasse de subsistance.

Le Président du Botswana a lancé un appel pour une meilleure protection de la vie sauvage.<sup>18</sup> Les habitants ruraux du Botswana comprennent la position du gouvernement mais veulent un renforcement des programmes pour l'emploi et un meilleur niveau de vie.<sup>19</sup> Ils veulent aussi une diversification de l'économie du pays, moins centrée sur les diamants et les minerais et plus sur le développement en faveur de l'agriculture, du petit commerce, de la production et de la vente de l'artisanat et de la culture et sur un tourisme basé sur la nature. En particulier ils veulent que les femmes jouent un plus grand rôle dans la mise en valeur touristique de leur patrimoine.<sup>20</sup>

### **Questions minières**

Les habitants autochtones continuent d'être inquiets des prospections minières et des fracturations hydrauliques qui se sont poursuivies en 2015 sur le site du Patrimoine mondial d'Okavango, dans le parc transfrontalier de Kgalagadi, dans la Réserve de gibier du Kalahari central et d'autres régions du Botswana.<sup>21</sup>

Les résidents de la Réserve sont inquiétés par ce que rapportent les media sur l'ouverture d'une nouvelle mine de diamants dans le Kalahari central.<sup>22</sup> En décembre, le ministère de l'environnement, de la vie sauvage et du tourisme a émis des doutes sur le bien fondé d'une licence qui serait accordée à la mine de diamants de Ghagoo disant « nous n'acceptons pas la dégradation de la terre ». <sup>23</sup> Quelques San et Bakgalagadi sont employés par la mine de Ghagoo (Gope) mais les habitants de la région réclament toujours à la mine de diamants de meilleures parts de bénéfices pour la communauté de Gope

### **Représentation politique et leadership des san**

Les peuples du Botswana ont été mécontents de leur représentation politique en 2015 et veulent être impliqués à tous les niveaux gouvernementaux. Certaines communautés ont des chefs San (hommes et femmes) démocratiquement élus alors que dans de nombreuses communautés éloignées, à majorité san, ceux-ci ne sont pas représentés. Jumanda Gakelebone, l'un des protagonistes des luttes contre le gouvernement dans le Kalahari central, est toujours conseiller de district dans le district de Ghanzi.

### **Scolarisation des enfants san**

Les autochtones vivant dans des régions éloignées ont moins accès à la scolarisation que les autres enfants. Les taux d'abandon des enfants San, Nama et Balala ont été élevés en 2015 à cause des brimades, des intimidations et de la discrimination dans les écoles. Le ministère de l'éducation et des apprentissages de base a maintenu son exigence d'un enseignement en setswana et en anglais au lieu d'autoriser l'enseignement des langues maternelles dont le défaut est un facteur d'abandon. Certaines de ces langues sont jugées en danger de disparition.

Les enfants des régions éloignées sont transportés en camions. Un accident tragique est survenu le 12 novembre près de Dutlwe dans l'ouest du district de Kweneng. Sept écoliers moururent et 126 furent gravement blessés. Les hommes politiques locaux, des membres du parlement et des ONG ont réclamé une enquête sur l'accident et l'interdiction du transport scolaire par camion <sup>24</sup>

Sur le plan positif, le gouvernement botswanais a investi beaucoup d'argent pour assurer à des régions éloignées comme le site de Kaudwane, dans le Kalahari central, la possibilité d'être « une oasis de technologie » où les habitants ont accès au réseau mondial du web grâce à l'expansion de la communication technologique.<sup>25</sup> Cet accès accru à l'information a contribué à une meilleure prise de conscience de leur identité à la fois comme autochtones et comme citoyens du Botswana.

## Notes et références

1. <http://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index>, accessed on 29 December 2015.
2. <https://vdem.net>, accessed 30 December, 2015.
3. World Bank (2015) *Botswana Poverty Assessment*. Washington, DC: The World Bank, March 2015.
4. Letswamotse, Phalali (2015), "Khama, Basarwa, Smoke Peace Pipe". *Sunday Standard*, 9 February 2015.
5. Letsididi, Bashi (2015), "Government Finally Got CKGR Issue Right". *Sunday Standard* 21 December 2015.
6. High Court of Botswana (2015) *Case No MAHGB – 000043-4 in the matter between Heebe Karakuis and 114 others and Ghanzi District Council Respondent: Judgment. J. Rannowane, Judge*. Gaborone: High Court of Botswana. 21 October 2015. Mpho Keleboge, "Basarwa Lose High Court Case Seeking Restoration of Services", *Sunday Standard*, 28 October 2015.
7. Court of Appeal (2011) *Decision of Appeal Court Judges on Central Kalahari Game Reserve Water Case*. Lobatse, Botswana: Court of Appeal.
8. Republic of Botswana (2012), *Botswana National Water Policy, October 2012*. Gaborone: Ministry of Minerals, Energy and Water Resources.
9. Botswana Press Agency (BOPA), "Khama Declares Drought", *Daily News*, 28 June 2015.
10. See San Youth Network, "San as Indigenous Peoples and Climate Change", <https://sanyouth-network.wordpress.com/2015/11/07/san-as-indigenous-peoples-and-climate-change/>
11. International Indigenous Peoples' Forum on Climate Change, *Open Letter to the Ministers, Why Explicit Reference to the Rights of Indigenous Peoples of the Paris Agreement is Imperative*, IIPFCC, Monday, 6 December 2015.
12. Morris, "Job, Issues of San Women", Part 1. <https://sanyourthnetwork.wordpress.com/2015/11/21/>, accessed 26 December 2015.
13. Monkogadi, Gothobogwe, "The Gods Answer Basarwa's Cry for Ostrich Egg Shells", *Mmegi On-line*, 15 May 2015.
14. Onishi, Norimitsu, "A Hunting Ban Saps a Village's Livelihood". *New York Times*, 12 September 2015, p. A6.
15. Nkojera, Yolanda. "Botswana: Wildlife Ministry Owe Millions in Compensation", *Daily News*, 17 December 2015.
16. Hitchcock, R.K., M. Sapignoli, M. Main, and W.A. Babchuk (2015) "The Politics and Economics of Community-Based Natural Resource Management in /Xai/Xai, Ngamiland, Botswana". *African Study Monographs* 36(4):211-260.
17. Ontebetse, Khonani "Botswana-Namibia Diplomatic Row Feared as BDF Kills Namibian Poachers", *Sunday Standard*, 24 May, 2015, and "Botswana-Namibia Clash over Killing of 'Poachers'", *Sunday Standard* 7 June 2015; Visser, Nick (2015) "Should All Poachers Be Shot? Famed Explorers Talk Elephant Conservation", *The Huffington Post*, 16 October 2015.
18. See AFP, "Botswana Conference Heightens Alarm Over Wildlife Trade", *Daily Mail*, 25 March 2015 and Ian Khama, "Botswana State of the Nation Address 2015", *Mmegi-Online* 11 November 2015.
19. Statements by Botswana San representatives at the symposium entitled "Research and Activism among the Kalahari San Today: Ideals, Challenges and Debates", Conference on Hunter-Gatherer Societies (CHAGS) 11, Vienna, Austria, 8 September 2015.
20. Moswete, Naomi and Gary Lacey (2015) "'Women Cannot Lead': Empowering Women through Cultural Tourism in Botswana". *Journal of Sustainable Tourism* 23(4):600-617.
21. See, for example, Barbee, Jeff, "Botswana Sells Fracking Rights in National Park", *The Guardian*, 2 December 2015; Kings, Siph, "Mining Tests the Spirit of the Kalahari", *Mail and Guardian*, 30 October 2015.
22. Motlhabane, Ditro, "Another Diamond Mine in the CKGR", *The Patriot*, Sunday, 22 February 2015.
23. Ontebetse, Khonani, "TK Breaks with the President over CKGR Mine", *Sunday Standard* 21 December 2015. The licenses for the areas in and around Gope were issued to Gem Diamonds in May 2007. What Minister Khama was implying was that the Central Kalahari Game Reserve should be a conservation area, not a mining area.
24. Staff Writer, "Matsha Students Accident – What we know", *Mmegi-on-line*, 14 November 2015; Editor, "Matsha Tragedy: A Wake-up Call for Government", *Weekend Post*, 23 November 2015.
25. Ngwaamotho, Maranyane, "Kaudwane – An Oasis of Technology". *Mmegi On-line*, 28 August 2015.

**Robert Hitchcock** is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organization devoted to assisting people in southern Africa E-mail: [rkhitchcock@gmail.com](mailto:rkhitchcock@gmail.com)

**Maria Sapignoli** is in the Department of Law and Anthropology of the Max Planck Institute for Social Anthropology, Halle (Saale), Germany E-mail: [sapignoli@eth.mpg.de](mailto:sapignoli@eth.mpg.de)

**Wayne A. Babchuk** holds a joint Assistant Professor of Practice position in the Department of Educational Psychology and in the Department of Anthropology at the University of Nebraska-Lincoln (UNL), Lincoln, Nebraska E-mail: [wbabchuk1@unl.edu](mailto:wbabchuk1@unl.edu)

**Judith Frost** is an editor and researcher based in New York who has been involved with indigenous peoples' issues for many years. E-mail: [frostjaa@gmail.com](mailto:frostjaa@gmail.com)

Source : IWGIA2016 The Indigenous World  
Traduction pour le GITPA par Simone Dreyfus-Gamelon